

LES RESSORTS DE LA CRITIQUE
A L'ÉCHELLE INTERNATIONALE
UNE LECTURE PRAGMATIQUE DE QUELQUES
ÉPISODES DE LA GUERRE DU KOSOVO

PAR

Francis CHATEAURAYNAUD

Dans un ouvrage remarquable, motivé par la guerre du Vietnam et la question des fondements de la protestation anti-guerre aux Etats-Unis, Michael Walzer a examiné les théories disponibles pour établir le caractère juste ou injuste d'une guerre. Parmi les catégories qu'il utilise, on va retenir la distinction entre *jus ad bellum* et *jus in bello*, entre la légitimité de l'acte de guerre et celle des moyens utilisés pour parvenir à la victoire (Walzer, 1999). Ces deux catégories ouvrent des champs distincts de discussions et entretiennent surtout des rapports différents aux contraintes pratiques de l'action et du jugement. En effet, selon que l'on se situe en amont de la déclaration de guerre, pendant les opérations, ou, après coup, dans la longue période de jugement et de retour sur les actes, les jeux d'arguments utilisables sont fort différents. Les conditions d'une épreuve de justice changent selon la configuration dans laquelle on se situe et le type d'ouverture d'avenir ou de retour sur le passé que l'on peut faire jouer. Dans les événements et les discours abordés ici, on voit se croiser des arguments qui évoquent cette opposition, en soi très classique, entre la fin et les moyens : ceux relatifs à la légitimité de l'intervention militaire de l'OTAN, au printemps 1999, contre les forces de l'armée fédérale yougoslave au Kosovo, en Serbie et au Monténégro, et ceux qui concernent les moyens utilisés pour obtenir le retrait des troupes de Milosevic et l'arrêt des représailles contre les Albanais du Kosovo¹.

1. Les analyses qui suivent sont fondées sur trois corpus de textes relatifs à la crise du Kosovo. On trouvera des précisions sur ces corpus en annexe.

A travers les tensions critiques provoquées par le conflit des Balkans, on va interroger la relation entre configurations politiques et catégories du jugement ordinaire. Ce type de crise pose en effet, au plus haut point, la question des rapports entre force et légitimité et, par là même, des prises dont disposent, ou non, les citoyens ordinaires pour peser sur le processus, autrement qu'en tant qu'individus agrégés dans une "opinion publique". On pense généralement que la seule alternative à l'absorption du jugement personnel dans les représentations instituées, réside dans la mobilisation collective, la formation de groupes de pression, dans l'"activisme". Mais on peut encore reconnaître d'autres voies, à commencer par la simple attention ouverte à l'ensemble des représentations possibles d'une crise ou d'un conflit : car, envisagé comme un processus continu, le jugement ordinaire permet de résister aux pressions partisans et de cadrer les épreuves préalables à tout engagement, toute manifestation d'adhésion ou d'opposition². Les personnes dites ordinaires sont loin d'être totalement incompetentes ou passives et la plupart des acteurs qui interviennent dans le jeu des représentations doivent, pour convaincre, prendre acte de cette compétence, ou pour le moins, de cette vigilance³. Pourtant, deux postures extrêmes semblent pouvoir s'en affranchir : d'un côté, la communication institutionnelle, marquée par une rhétorique de la "transparence", qui met en scène une parfaite maîtrise des situations⁴, de l'autre, la critique radicale, qui suppose une aliénation des "masses" endormies par les chaînes de télévision et émues par la vision de victimes en chair et en os, en l'occurrence, les réfugiés kosovars⁵.

2. On retrouve le type de compétence critique décrit par L. Boltanski (1990). Mais, à la caractérisation préalable des figures morales et à la séparation radicale de régimes tels que l'amour, la justice, la justesse et la violence, on préfère l'idée d'une émergence graduelle des prises de l'accord ou du désaccord, de l'émotion ou du calcul. Plutôt que de pré-supposer des univers de sens préexistants dans "le monde des représentations", on peut situer la source des actes et des jugements dans l'attention continue aux propensions impliquées dans un processus. Voir F. Jullien (1996 ; 1997).

3. Même Alain Finkielkraut, dans une de ses nombreuses interventions, écrit, le 5 avril 1999 dans un papier intitulé : "Régis Debray, ou les aveuglements de l'intelligence" : *"Bonne nouvelle pour la médiologie : les téléspectateurs ne sont plus des gogos, ils portent sur les journaux télévisés un regard scrutateur et citoyen. Echaudés par les cuisants mensonges de la guerre du Golfe et de Timisoara, ils savent mettre maintenant tous les massacres entre guillemets."*

4. Dans les conférences de presse de l'OTAN, disponibles sur Internet, ce qui se donne à lire, c'est moins un travail de légitimation de l'intervention – qui relève du politique – que la mise en valeur d'une justesse procédurale, liant décisions, actions, informations et justifications. Les déclarations de l'OTAN, personnifiées par Jamie Shea, laissent entrevoir l'opposition constitutive de l'acte de guerre : la rationalité au service des droits de l'homme, contre l'irrationalité au service du totalitarisme. Ce schéma binaire est utilisé par de multiples leaders politiques occidentaux selon lesquels la Serbie est restée rivée au XIX^e siècle et à ses mythes nationalistes.

5. Voir la critique des nouvelles techniques de manipulation médiatique, menée par Halimi & Vidal (2000). Sur la construction du spectacle de la souffrance et l'émergence du sentiment humanitaire, voir Boltanski (1993).

Pour se placer en amont des rhétoriques toutes faites et des rapports de force quantifiés par les instruments de mesure de l'opinion, il y a deux voies possibles : suivre des personnes et observer des scènes ordinaires de prise d'information sur une crise ; simuler le parcours d'un "citoyen idéal", en déployant la gamme des interprétations favorisées par les interventions et prises de parole. C'est cette deuxième attitude qui est proposée ici. Elle part d'une position que l'on peut qualifier de "profane" et "détachée" : "profane" parce qu'elle ne découle pas d'une expertise préalable sur les Balkans ou les relations internationales ; "détachée" puisqu'elle ne s'appuie pas sur une relation préétablie avec une communauté ou un groupe d'acteurs, qu'il s'agisse d'une catégorie ethnique, d'une profession, d'un club de penseurs, ou d'une organisation non-gouvernementale. L'expérience consiste plutôt à simuler une sorte d'apprentissage critique idéal opéré par un membre profane et détaché, mais capable de suivre l'évolution d'un conflit et des différents argumentaires, en allant lui-même chercher des informations. Les "nouvelles technologies de l'information", et en premier lieu Internet, ne sont-elles pas promues au nom d'une meilleure information des citoyens, d'une plus grande liberté de circulation d'une source à l'autre, d'une absolue transparence, d'une possibilité de se faire une idée par soi-même des enjeux d'un débat ou d'une crise ?

La crise du Kosovo du printemps 1999 a été grandement marquée par le recours à Internet : multiplication des sites et des forums, mise en circulation d'informations multimédias (témoignages et reportages, images, cartes, films), diffusion de communiqués et de tracts virtuels. Or, l'accent mis sur l'ouverture des modes d'accès aux informations minimise un autre aspect : la pluralité des interprétations et les difficultés éprouvées par tout observateur qui entreprend de les rassembler, de les hiérarchiser et de les comprendre. Trois modèles nous serviront ici de repoussoirs : celui de la disponibilité de l'information qui présuppose une "évidence" et une "lisibilité" immédiate des éléments d'un dossier ; celui de l'asymétrie radicale entre ceux qui disposent des clefs interprétatives et ceux qui n'y ont pas accès ; celui de l'incommunicabilité générale et irrémédiable, et de la prédominance des intérêts, des croyances et des idéologies. Autrement dit, une des questions que l'on cherche à approfondir à travers l'exemple du Kosovo, est celle des modalités d'articulation de contraintes cognitives et de points de vue politiques, de modes d'accès distanciés à la factualité et de mises en œuvre d'interprétations. C'est dans ces passages, ces traductions, ces allers et retours que se joue le sens critique, sans lequel l'action et la décision publiques se trouvent affranchies de toute épreuve de légitimité.

Le propos n'est donc pas de redéployer la crise des Balkans, d'en refaire l'histoire, ni d'intervenir dans la restitution des faits véritables. De multiples experts, juristes internationaux, spécialistes de géopolitique, militants humanitaires, se sont attachés à élaborer et discuter des faits. Le rôle d'une sociologie pragmatique est de restituer leur travail,

et d'en souligner les tensions et les zones d'incertitude. A travers le suivi des argumentaires, elle peut contribuer à une réflexion sur les formes de la critique. Plus qu'une analyse de la crise elle-même, c'est l'aspect dynamique des actes de critique et de protestation qui nous intéresse⁶. Ce texte est ainsi une étape dans une réflexion plus théorique : quelles conditions doit réunir une démarche pragmatique en sociologie pour appréhender des dossiers complexes, marqués par une temporalité longue et une dimension transnationale, sans pour autant perdre l'essentiel de ses capacités de description et d'analyse puisque la notion de "pragmatique" est généralement liée à l'idée de situation, directement observable ou justiciable de comptes rendus circonstanciés ? Peut-on facilement relier pragmatique et longue série ?

Nous allons d'abord appliquer à un événement particulier une analyse identifiable comme pragmatique, en regardant comment différents protagonistes se sont saisis de cet événement et ont tenté de l'interpréter. A partir de là, nous essaierons de caractériser les principales ressources critiques développées tout au long du conflit. En guise de conclusion, nous reviendrons sur des questions plus théoriques, en proposant de développer une "pragmatique des transformations".

UN EXEMPLE D'ÉVÉNEMENT RECONFIGURATEUR : LE BOMBARDEMENT DE L'AMBASSADE DE CHINE À BELGRADE

Pour mettre en œuvre cette "pragmatique des transformations", nous avons sélectionné plusieurs fils permettant de regarder comment un même thème, personnage ou événement fait l'objet de reconfigurations et de requalifications. On a choisi ici le cas de l'ambassade de Chine, mais un travail analogue a été mené à propos de l'usage militaire d'"uranium appauvri" (*depleted uranium*⁷), des traits psychologiques attribués à la personnalité de Slobodan Milosevic, ou encore des querelles sémantiques autour des notions de "génocide", "crimes contre l'humanité" et "purification ethnique" (Krieg, 2000). L'idée consiste à regarder, sur chacun de ces objets, les types d'épreuve qu'ils subissent, les formes de compétences cognitives et politiques qu'ils mobilisent et les configurations qu'ils traversent, en faisant le pari que l'on voit ainsi se déployer les propriétés de la crise.

Dans la nuit du 7 au 8 mai 1999, 37 jours après le début de la campagne aérienne contre les forces yougoslaves et leurs infrastructures

6. Cette posture prolonge, en amorçant un changement d'échelle, le programme développé sur les alertes et les controverses (Chateauraynaud & Torny, 1999).

7. Voir sur le site ZNET, le texte de Richardson daté du 23 juin 1999 : "*Depleted Uranium : The Invisible Threat NATO used depleted uranium munitions in Kosovo. Now, critics are concerned that DU contamination may cause serious health problems for returning refugees.*" On sait que ce dossier a rebondi, à la fin de l'année 2000, pour s'étendre sous l'appellation de "syndrome des Balkans". Mais on restera ici dans la période du conflit.

“stratégiques”, un avion de l’OTAN bombarde le bâtiment de l’ambassade de Chine à Belgrade, provoquant la mort de trois journalistes chinois et blessant une vingtaine de personnes. L’événement vient allonger une première série de “bavures”, qualifiées officiellement de “dommages collatéraux” et largement commentées par les différents protagonistes. Ce tir provoque une poussée de manifestations anti-occidentales en Chine, fournit un argument supplémentaire aux opposants à la guerre aérienne et suscite des doutes sur son caractère inintentionnel. L’événement est inséré dans la série des erreurs précédentes ayant coûté la vie à des civils. Mais, dès ce niveau, les interprétations divergent puisque certains acteurs invoquent le hasard et d’autres dénoncent le fait que les frappes n’aient pas une visée exclusivement militaire. Si beaucoup de commentateurs constatent surtout que l’incident réduit à néant les efforts entrepris jusqu’alors pour trouver une solution diplomatique, un nombre plus restreint cherche à y lire une intention stratégique visant à éprouver le soutien de la Chine au régime de Milosevic⁸. Pour le moins, les erreurs ou dommages collatéraux génèrent des appuis inattendus pour les adversaires des bombardements alliés et le régime de Belgrade, qui exige un arrêt des frappes avant toute reprise des négociations (Roux, 1999).

“Une regrettable erreur”

Pris au piège de la transparence jouée par ses représentants à Bruxelles, conscients du risque d’inflexion que peut produire l’événement sur l’“adhésion des opinions occidentales”, les responsables de l’OTAN plaident l’erreur en la rapportant à des cartes périmées de Belgrade et présentent leurs excuses – des dommages-intérêts seront versés aux familles et à la République Populaire de Chine. Soit le discours du secrétaire-général de l’OTAN, Javier Solana, devant le parterre habituel de journalistes à Bruxelles en date du 8 mai 1999 :

“Secretary General : [...] the North Atlantic Council wishes to express its deep regret for the tragic mistake for the bombing of the Chinese Embassy in Belgrade. [...] But once again I would like to emphasise that NATO never has, and never will, intentionally target civilians. As you know, extraordinary care is taken to avoid damage to other than legitimate military and military-related targets. [...] But I think it is appropriate at this very moment also to say that NATO will continue to pursue its goals, and its goal is none other than to stop ethnic cleansing [...] The Alliance, as you know, is prepared to suspend air strikes once Belgrade has unequivocally accepted the five key conditions that have been set down by the international community [...]

8. “Un an après le drame, les autorités et la majorité des Chinois restent persuadés que le bombardement de l’Otan n’était pas une erreur, mais répondait à un calcul pervers et complexe de la CIA visant à humilier la Chine, montrer l’hégémonie américaine et, peut-être, amener Pékin, allié traditionnel de la Yougoslavie, à s’impliquer davantage dans la résolution du conflit au Kosovo.” C. Puel, Pékin met la sourdine, un an après la bavure de l’Otan sur son ambassade, *Libération*, 9 mai 2000.

Craig Whitney, *New York Times* : *Mr Secretary General, will attacks continue against Belgrade as intensely as they were last night, or in the future at all ?*

Secretary General : *The attacks continue in order to achieve the objectives that we have, and they have been very clearly stated, not only stated by us, stated by the European Union, stated as the objectives also by the meeting of the G8. We want not only to stop ethnic cleansing, we want to reverse ethnic cleansing [...].*

Craig Whitney : *But against Belgrade ?*

Secretary General : *Again, as we said many, many times, there will not be sanctuaries in ex-Yugoslavia."*

Outre la présentation des excuses et la dénégation attendue de toute intentionnalité, on relève un marqueur tel que *as you know*, très fréquent dans les conférences de l'OTAN, dont la fonction est de réamorcer, dans le cours de l'argumentation, un "sens commun", un "stock d'évidences partagées". On remarque également que l'OTAN ne s'attribue pas de pouvoir discrétionnaire sur la gestion de la crise : l'Alliance n'est que le bras armé d'une communauté internationale représentée par le G8. Le correspondant du *New York Times* utilise néanmoins l'événement comme point d'inflexion éventuel : une modération des frappes sur Belgrade. Or la réponse qui lui est faite ("il n'y aura pas de sanctuaire en ex-Yougoslavie") peut impliciter ce qui suit : "Milosevic et les siens cherchent à s'abriter dans des zones inattaquables", ce qui peut, du même coup, renforcer la thèse de l'intentionnalité.

Une lecture attentive des discours officiels met facilement en évidence une contradiction. Le travail militaire de l'OTAN est rendu public en référence à des cibles légitimes – *jus in bellum*. Or, l'adversaire désigné de cette "guerre juste" – *jus ad bello* – est dépeint comme un dictateur utilisant toutes les armes habituelles des tyrans. De fait, il est jugé légitime de viser des immeubles de radios et de télévisions, les locaux des partis au pouvoir et les centres de production d'énergie – et même une usine de cigarettes visant le moral des troupes et de la population. Les portraits de Milosevic dressés par l'OTAN le présentent comme un être machiavélique capable des pires coups⁹. Dans cette même logique, un des arguments fréquemment utilisés par l'OTAN est

9. En tant qu'il porte la responsabilité de ce qui arrive, Milosevic est souvent mentionné dans les interventions de Jamie Shea. D'une manière générale, il réalise un score stupéfiant dans nos trois corpus : au milieu des entités internationales, des groupes et des catégories, des concepts et des institutions, il vient très largement en tête du palmarès des personnes au point de n'avoir aucun concurrent. La seconde personnalité, dans le corpus anglais, est, loin derrière ... Jamie Shea lui-même. Milosevic est assez souvent qualifié de "pervers". Voir par exemple, V. Nahoum-Grappe, Milosevic le pervers, *Le Monde*, 2 avril 1999. Notons que la position relative de Milosevic, en nombre d'occurrences, est stable lorsque l'on compare le sous-corpus des textes de l'OTAN et le reste du corpus anglais pendant les bombardements. Ce qui signifie que la présentation de la campagne de l'OTAN fait autant de place à la personne de Milosevic, son pouvoir, ses exactions, que les autres textes : Milosevic y occupe la place du vrai méchant qui fonde la légitimité de l'intervention, sans être pour autant comparé aussi souvent à Hitler ou Saddam Hussein qu'on pouvait le penser a priori.

celui des "boucliers humains" (*human shields*). Les frontières entre cibles légitimes et illégitimes sont dès lors très floues.

Si l'on s'en tient aux déclarations, l'erreur n'affecte pas la tactique de l'OTAN qui maintient la pression aérienne. La référence à l'incident se prolonge néanmoins dans la suite des déclarations officielles, qu'il s'agisse du quartier général de l'OTAN, du Département de la Défense américain ou de Bill Clinton. Aucune autre bavure ne fait l'objet d'autant de commentaires et de reprises, tout au long de l'année 1999, avec à la clef quelques rebondissements. Ce qui est sûr, c'est que l'événement est apparu comme un signe négatif suffisamment marquant pour amener une reconfiguration des formes d'engagement. Précisément parce qu'il était jugé menaçant pour l'émergence d'une solution diplomatique, il a contribué à une relance des efforts de négociation avec le gouvernement de Milosevic. En effet, peu de temps après, les négociations avec Belgrade sont reprises en main, notamment par Martti Ahtisaari, le Président finlandais, en collaboration avec Viktor Chernomyrdin, désigné par Boris Elstine pour gérer la crise.

La reconstruction critique d'un intérêt bien compris

Saisi au vol par les critiques anti-guerre américains, l'événement suscite de multiples réactions sur des groupes de discussion, à tel point que Michael Albert qui anime le site Znet, fait circuler sur la Toile, dès le 8 mai, une mise au point intitulée "Brief Comment on 'China Bombing'". L'événement est "marginal", mais le grand nombre d'interprétations qui circule l'amène à clarifier les choses :

" [...] very reasonable people who I respect greatly and who are in accord with the overwhelming bulk of material in ZNet's Kosovo pages write me that they think the embassy bombing was intentional [...]. In contrast, I regard continuing discussion of the Chinese Embassy bombing as more or less like excessive attention to a small combustion from a wiring accident with truly marginal impact [...] Still, by far the most probable explanation is in fact Clinton's claim that the attack on the Chinese embassy was accidental [...]. Of course, one doesn't draw this conclusion because Clinton is a moral man who doesn't lie, but because the embassy attack was so clearly contrary to Clinton's and U.S. interests. In the United States for the past few weeks, the second biggest foreign affairs story in U. S. newspapers has been allegations of Chinese espionage at U. S. nuclear labs. This has been very embarrassing to Clinton because his political opponents have been able to charge that : (1) he was negligent, (2) the campaign contributions that he got from Chinese sources had made him willing to overlook the espionage threat. [...] anti-war sentiment is growing in Europe and in the U. S. Congress [...] ; but the embassy bombing, by angering China, has weakened U. S. diplomatic support at a time when it wants to maximize it. For these reasons it wouldn't be in U. S. war-making interests to intentionally strike the embassy, [...] the U. S. doesn't make a habit of attacking countries that can fight back."

L'espace de calcul dans lequel est placé le gouvernement américain – l'OTAN n'est pas traité comme l'acteur principal dans cette affaire – interdit toute inférence permettant de conclure à l'intentionnalité. Et cette interprétation est renforcée par une affaire récente d'espionnage aux Etats-Unis : la Maison Blanche n'a aucun intérêt à remettre la Chine au centre du tableau. Selon Albert, la guerre du Kosovo doit être appréhendée d'un point de vue global, ce dont témoignent, dans les textes, les nombreux rapprochements avec d'autres conflits – notamment l'Afghanistan. Mais, tous les activistes n'étant pas du même avis, Albert doit combattre point par point la thèse de la manipulation :

"Many people still resist believing that bombing the embassy was an accident... perhaps for three reasons. The first is an outright mistake : (1) The person who I hate right now never says anything true. So, (2) if I hate Clinton right now, he must be lying right now. This is not political or social analysis at all [...] The idea that the CIA or the military is infallible is simply nonsense. (1) [...] when you drop 10's of thousands of bombs, 1 % is many errors. And these errors have not served U. S. interests either [...] (2) The "accident" claimed for the embassy bombing was [...] that the targeting information was incorrect. This kind of error means that on one level the bombing was intentional - the intent was to hit the building hit, but was still accidental, because the building they hit was not what they thought it was."

Les militaires américains ne pouvant se targuer d'une maîtrise absolue de leurs technologies mais seulement d'un faible taux d'échecs dont l'ampleur est liée à la multiplication des sorties, le caractère accidentel se déduit rationnellement sans avoir besoin d'imaginer une intention de toucher l'ambassade. Dans cet agencement, la thèse de la manipulation découle d'une vision naïve contre laquelle il faut lutter pour atteindre un niveau plus global, plus politique. Car l'intention est par contre présente dans l'intensification des tirs qui augmente nécessairement les risques pour les civils. L'intention est donc d'un autre ordre, elle est politique et la critique doit donc remonter à la source du problème :

"As the NATO bombing has expanded in scope it has become more and more dangerous to civilians (both Serbian and Kosovar) ; initially great care was taken to avoid " collateral damage " to civilians — not out of moral concern but pragmatically, to reduce opposition — but now that care has been significantly relaxed. There will therefore be many more errors along with a systematic and intended devastation of the country, including the civilian population, not least by the medical, food, and ecological impact of the bombing. [...] What matters most in looking at current and historical events is underlying, consistent behavior and policy which one can trace to underlying structural causes — not aberrant behaviors and policies with no lasting basis in business as usual. "

Il est classique, dans les débats suscités par la philosophie de l'action¹⁰, de chercher les critères permettant de séparer l'action du

10. Notamment à partir de l'ouvrage de D. Davidson (1993) dont les exemples, construits autour de l'alternative entre le déploiement d'une chaîne de causes matérielles

simple événement, et à un autre niveau, le calcul et le non-calcul. On observe ici des préoccupations similaires : l'interprète examine l'ensemble des arguments possibles, pour faire la part de l'essentiel et de l'accessoire, de ce qui contribue à une "authentique prise de conscience anti guerre" et ce qui alimente les "feuilles à scandale". Il s'agit aussi de produire des effets pédagogiques en éliminant les "mauvais réflexes critiques". De fait, l'événement est rejeté comme point d'appui pour la critique de la politique américaine dans les Balkans, puisqu'il s'agit avant tout de dévoiler les intérêts américains dans le conflit. C'est toute une tradition critique liée aux sciences sociales qui est déployée ici.

Face à des dispositifs présentés publiquement comme "parfaitement rationnels", l'apparition d'aléas ouvre a priori deux voies à la critique radicale : "ils ne maîtrisent rien" versus "tout est calculé". Or, ce que montrent les extraits précédents, c'est l'existence d'une autre voie, qui consiste à lier la "conscience politique" à la recherche du bon niveau d'imputation de responsabilité : le dévoilement des plans et des intentions suppose de se placer en amont des événements.

Le futur d'un événement trouble

Est-ce qu'un travail semblable peut être appréhendé dans une série comme le journal *Le Monde* ? Le texte daté du 11 mai 1999 s'est signalé, hors de la masse, par la connexion de l'ambassade chinoise et du thème du complot :

"[...] les explications abondent pour expliquer le bombardement de l'ambassade de Chine à Belgrade, mais aucune de ces hypothèses n'emporte la conviction. [...] Une enquête sur les procédures nous a convaincus que ce fut une anomalie qui ne se reproduira probablement pas", explique ainsi le communiqué diffusé dimanche par William Cohen, secrétaire américain à la défense, et George Tenet, directeur de la CIA [...]. Au siège de l'OTAN, à Bruxelles, on n'en dira pas plus, [...] Jamie Shea, expliquant que, *"s'agissant d'une affaire de renseignement, on comprendra qu'il est impossible, du moins jusqu'à la fin des opérations, de donner plus de détails"*. On sait donc ce que cette huitième "bavure" de l'opération "Force alliée" n'a pas été, sans pour autant être informé de l'enchaînement des causes qui l'ont provoquée. Jusque-là, les victimes civiles des bombardements étaient dues à des défaillances techniques ou humaines, voire à de "malheureux hasards". Or, il s'agit cette fois-ci d'une erreur majeure qui intervient au pire moment pour la coalition des pays engagés dans l'opération "Force alliée".

(suite note 10) et la réalisation d'un plan ou d'une intention originaire, utilisent beaucoup la figure de l'homicide volontaire ou involontaire.

L'événement est présenté comme une rupture dans la série des erreurs imputées jusque-là au hasard : il s'agit d'une "erreur majeure" qui menace les négociations visant à arrêter le conflit. Car, parallèlement, les diplomates du G8 tentaient laborieusement de mettre au point une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies. Or, cette résolution supposait la neutralité, sinon l'approbation de Pékin. Partant, le journaliste se fait l'écho de toutes sortes de spéculations, qui ont circulé dans les couloirs du siège de l'OTAN, à Bruxelles. La théorie du complot est ainsi rapportée aux bruits, aux rumeurs, aux racontars :

"Une première hypothèse, qui semble être diffusée avec une certaine complaisance auprès des médias américains par les milieux du renseignement à Washington [...] voudrait que la CIA [...] n'ait disposé que d'anciens plans de la capitale yougoslave : le bâtiment de l'ambassade de Chine, installé depuis quatre ans dans ce nouveau quartier de Belgrade, n'aurait pas été répertorié à son nouvel emplacement. Une autre hypothèse [...] suppose que cette attaque aurait eu comme objectif le nouveau centre d'émission de la station de télévision Kosava, dirigée par Maria, la fille de Slobodan Milosevic. [...] "L'erreur" aurait pu être alors commise de bonne foi, "à l'aveugle", le ciblage étant établi à partir du seul signal d'émission repéré par les avions espions de l'OTAN [...] Reste enfin la "théorie du complot". Celle-ci s'appuie sur le machiavélisme prêté aux dirigeants de Belgrade, qui auraient manipulé un agent double sur le terrain. [...]. Une hypothèse par nature invérifiable dans le contexte actuel. Le Conseil atlantique [...] doit être informé cette semaine "de manière approfondie" par les responsables militaires sur cette tragique erreur. On peut douter, néanmoins, que toute la lumière soit faite devant cette instance [...]"

Les interprétations vont de la carte erronée jusqu'au complot orchestré par les serbes. Mais, compte tenu de la part d'ombre qui entoure le travail de renseignement à visées militaires (Dewerpe, 1994), le texte laisse poindre la possibilité d'une résolution ultérieure : les hypothèses étant qualifiées d'invérifiables "dans le contexte actuel", des épreuves futures aideront peut-être à faire la lumière sur l'événement. On voit, sur cet exemple, l'importance des modalités temporelles, de leurs agencements, permettant à l'énonciateur de lier les contraintes actuelles de traitement des informations – avec toutes les inconnues et les incertitudes – et celles qui font de l'épreuve une série longue, puisqu'elle pourra être tirée au clair ultérieurement.

Restons dans la série du journal *Le Monde* pour regarder cet article daté du 16 juin 1999, soit une semaine après la fin des hostilités. Il fait état d'une dénonciation de *Reporters sans frontières* (RSF), qui, après avoir dénoncé le verrouillage de l'information en Yougoslavie par Slobodan Milosevic, publie un recensement des manipulations de l'OTAN. Dans la série des exactions informationnelles attribuées à l'Alliance, on retrouve en bonne place l'affaire de l'ambassade de Chine :

"Le 8 mai, pour masquer les responsabilités du bombardement de l'ambassade de Chine à Belgrade, l'OTAN tente un nouveau voile de fumée. Le déménagement de l'ambassade de Chine, plusieurs années auparavant, n'aurait pas été enregistré par les

services de renseignements. Pourtant, l'adresse de l'ambassade de Chine figure dans les annuaires téléphoniques de Belgrade [...]. Bon nombre de journalistes ont souvent douté de la véracité et de l'exactitude des informations fournies par les responsables de l'Alliance. Certes, la communication est aussi une arme de guerre, "mais on pouvait espérer qu'une coalition de démocraties qui prétend lutter pour le droit et la morale se comporterait plus honnêtement que la dictature qu'elle combat", conclut le rapport de RSF.

Ce papier confirme les facultés de rebondissement ultérieur dont jouissent les événements dont l'interprétation est restée ouverte ou controversée et que les autorités avaient tenté de refouler de l'espace de discussion et de critique. D'ailleurs on n'en a pas fini avec l'ambassade de Chine dans la série composée par le même journal puisque le 25 juin, le quotidien titre : "Le risque du bombardement de l'ambassade de Chine avait été prédit" :

"Un officier des services de renseignement américains a tenté de dissuader à plusieurs reprises l'état-major de viser le bâtiment de Belgrade qui s'est révélé être l'ambassade de Chine en Yougoslavie, mais ces doutes n'ont pas été transmis en haut lieu, rapporte le Washington Post, jeudi 24 juin. [...] La semaine dernière, le secrétaire d'Etat américain adjoint, Thomas Pickering, s'est rendu à Pékin pour expliquer ce qui s'était passé ce soir-là. Les autorités chinoises rejettent ces explications. [...] Pékin avait refusé une autorisation d'atterrissage sur l'aéroport du territoire à des avions de l'armée américaine, après avoir déjà refusé aux navires de l'US Navy le droit d'y faire escale, en représailles au bombardement de l'ambassade de Chine à Belgrade."

La figure utilisée, souvent rencontrée dans le domaine des alertes sanitaires, est celle du jugement "rétroprospectif" : une alerte ou une mise en garde a été lancée mais n'a pas été suivie. Pour appréhender les déplacements opérés dans le temps par les acteurs, les unités et les intervalles de temps qu'ils se donnent, on peut recourir à la notion de "portée". Suivre un événement sur différentes portées, tel est un des objectifs d'une pragmatique des transformations. Chaque portée se déploie en fonction du type d'extension temporelle visée par les acteurs, animés soit par un retour sur le passé, lié à l'ouverture de l'ère des procès, soit à une ouverture d'avenir qui appelle une action avant qu'il ne soit trop tard. De tels phénomènes contraignent à prendre très au sérieux non seulement les références au passé et les contraintes actuelles des actes et des jugements (Trom, 1997), mais les ouvertures d'avenir que font jouer, ou non, les protagonistes¹¹. Trois rapports à la temporalité s'affrontent dans le travail collectif sur les événements marquants : une tentative de lier l'événement à un contexte actuel, une urgence, une emprise de la situation, faite d'incertitudes, de confusions et d'indéterminations de toutes sortes ; une volonté de reconstruire

11. Pour une philosophie qui s'efforce de penser les différents sens du temps à partir des ouvertures d'avenir que peuvent faire jouer les personnes dans l'expérience, voir Duval (1990).

après coup l'épreuve de vérité en recoupant les témoignages et les preuves ; un effort pour projeter l'événement dans toutes ses conséquences futures.

Manipulation ou témoignage singulier ? L'événement dans le journal virtuel d'une belgradoise

Pendant les bombardements, le journal d'une belgradoise était accessible sur Internet. Sa visite était vivement recommandée par les activistes américains¹². Le journal de K. (comme Katarina) témoignait au quotidien des difficultés insurmontables générées par les frappes de l'Otan sur la capitale serbe. Il s'agit là d'une nouvelle forme de support pour le témoignage qui pose des contraintes particulières sur le type d'épreuve d'authentification que l'on peut lui faire subir. Sur le site qui rend accessible le lien vers ce journal virtuel, à aucun moment la question de son authenticité n'est posée¹³. Formée de 47 documents, la série des courriers de K. débute avec les bombardements et se termine peu de temps après avec l'accord sur le retrait des troupes serbes, le 22 juin 1999. Regardons la manière dont elle traite l'événement, dès le 8 mai 1999 :

"I hardly got any sleep last night because they attack us like never before. More detonations, explosions and awful sounds that make you jump in the bed, or even get up and just watch the TV for more news. [...] Hotel Yugoslavia was hit, on the river bank. Chinese embassy was hit with three missiles and three people got killed, many injured. They said just the same as always "AN ERROR... SORRY !" What kind of people are they ? What sort of people ? [...] If there was just one American or British citizen there they would make a big deal of it, but now... "Just a mistake. Apologies." Who can stop them ? I think of them as criminals who are putting their noses everywhere on the world. Everywhere. And there is one interesting fact that I noticed on SKY TV. As soon as NATO makes such an awful action they put after it the news about what Serbian people are doing to Albanians, so people can sympathize more with them. Let me remind you what NATO has done so far and announced it as an ERROR ! 1. Train hit as approaching and being on bridge two times with missiles 2. Convoy of Albanian refugees 3. Humanitarian convoy coming from Greeks 4. Civilian part of town NIS 5. Latest, Chinese embassy in

12. Ce journal est abrité par le site " WarDiary.org ", dont l'existence est justifiée ainsi par ses auteurs : " WarDiary.org was created by a group of people committed to the idea that greater communication between INDIVIDUALS can create peace. It's easy to hate strangers, harder to hate your friends. We are in love with the Internet as a means to CONNECT people and COMMUNICATE news across all boundaries. "

13. K. a reçu énormément de courriers de soutien. La question de l'authenticité de son témoignage a peut-être été posée dans quelques groupes de discussion mais nous n'avons sur ce point aucun élément tangible. Le site était assorti de prises de vue sur Belgrade et d'une bande-son reproduisant les sirènes. Ces éléments destinés à recouper l'expérience rapportée par K., ont visiblement été repris sur des sites officiels. Le temps a joué en faveur de l'authenticité : en effet, après une longue interruption, K. reprend la parole en janvier 2000, et répond à un abondant courrier s'inquiétant de son silence subit. L'analyse de la deuxième période de ce témoignage relève de la suite de nos investigations.

Belgrade [...] our voices are silent compared to the stories of refugees, and in one way or the other we will after this war become a fleeing nation because the poor future will be here for us all. [...] They can hit again and again and we can stay almost every night without the power... Now, I do not have water again. K. PS. I'm really tired, really. I do not know how will I end after this, concerning my nerves and my health in a way. I do not know what to do."

L'expérience directe des bombardements est raccordée à un canal d'informations contrôlé par l'OTAN, mis en scène comme un organe de propagande, dont les fausses excuses, sont considérées comme totalement asymétriques. La mise en série des erreurs qui affectent directement les civils est un argument frayé, que l'on retrouve dans les communiqués du Ministère Serbe de l'Information. Mais ce n'est pas en soi une preuve de manipulation puisque, en vertu de la forte délocalisation des épreuves, les personnes peuvent s'emparer d'éléments de factualité et de blocs argumentatifs. La série des erreurs permet d'établir la disproportion entre la plainte des Albanais, relayée par les médias, et le silence des Serbes. Toutefois, il n'y a pas de tentative d'interprétation du cas de l'ambassade de Chine qui sert seulement à manifester la violence, le machiavélisme et l'arbitraire dont sont capables les puissances étrangères agissant au nom des droits de l'homme pour de pures raisons de propagande. L'insertion de l'événement dans une série d'expériences négatives à laquelle il donne une signification, connecte le vécu d'un témoin, privé de parole sans le secours d'Internet, et les rapports de force internationaux. Manipulation ou pas, ce texte utilise la capacité, totalement nouvelle, d'accès au réseau mondial et donc de délocalisation absolue d'un message, ce qui n'aurait pas été le cas par exemple avec un journal manuscrit, mis en circulation après coup ou l'envoi d'images à des intermédiaires capables de les répercuter dans les médias. Ici, il n'y a pour ainsi dire aucun médium puisque n'importe quel internaute peut prendre connaissance du message. Mais c'est aussi le pari que fait le témoin : celui qui viendra voir le fera volontairement et non passivement, manifestant un désir de savoir qui marque déjà une absence d'adhésion au "discours officiel" des gouvernements occidentaux dénoncés comme "radicalement anti-serbes".

Milosevic et l'empire du milieu

Inutile de s'attarder sur la manière dont le ministère serbe de l'Information saisit l'événement et en profite pour exacerber la dénonciation de l'agression militaire contre le peuple serbe, souverain sur son territoire. En dehors de quelques absences notables, il n'y a pour ainsi dire pas de surprise¹⁴. Le cas de l'ambassade de Chine est repris conti-

14. Si l'on compare, pour l'année 1999, le corpus formé par les textes du Ministère Serbe et le reste des textes anglais (soit 364 pages contre 4272), on relève que le thème de la souveraineté augmente fortement (+ de 800%) ainsi que le thème du terrorisme associé à

nûment comme opérateur de lisibilité du jeu américain. Ainsi, l'événement resurgit lors d'une interview de Milosevic, réalisée par la revue *Politika*, et publiée sur le site du ministère de l'Information en date du 31 décembre 1999.

"Politika - The Chinese embassy in Belgrade has been bombed during the night. The Yugoslavs have grasped the meaning of it. So did the Chinese. What is your evaluation of our relations with that part of the world ?

Milosevic - The Chinese embassy was targeted deliberately and after serious planning. It was a message for China to the effect that in world affairs it hardly has more influence than Yugoslavia. That it might even face the fate of Yugoslavia should it fail to show obedience to the new world order. The message was addressed to China not only because it constitutes a potential threat to this order, but also because it publicly and repeatedly condemned the aggression on Yugoslavia. Naturally, the message inherent in the bombing of the Chinese embassy has been understood by the Chinese, the Yugoslavs and everyone else. The message wasn't a complicated or an ambiguous one. [...] That's why the Chinese have not only realized the message quickly, but gave a quick answer as well. Not only on the government level, but also on the level of ordinary people. [...] China is very close to Yugoslavia, but probably also to all other peoples and countries that risk facing aggression and humiliation tomorrow. Our relations with China are extremely friendly, our cooperation with China is comprehensive - economic, scientific, cultural..."

Plus de six mois après l'arrêt des bombardements, la référence à l'incident de l'ambassade chinoise est toujours présente dans l'argumentaire du gouvernement yougoslave, et Milosevic déploie la figure de l'attaque intentionnelle, planifiée, visant à sanctionner les liens entre la Chine et la Yougoslavie, voués à se développer.

L'indignation de l'opposition serbe

Les rédacteurs de *Free Serbia*, organe de l'opposition serbe insèrent l'événement dans leur suivi de la crise. Une lecture rapide pourrait conclure que l'on est ici dans la pure factualité. Or, si l'on suit attentivement l'ensemble du bloc d'énoncés – car on ne saurait se fier à une définition restreinte du "contexte" d'apparition d'un thème – on parvient jusqu'aux conventions de Genève. En date du 8 mai 1999, on lit :

"Chinese Embassy and Hotel Yugoslavia on Novi Beograd were bombed in the same time. [...] More than 70 % of Serbian population for 6 days now living

(suite note 14) l'UCK. Le terme de *kosovars* est très peu présent contrairement à celui d'*ethnic albanians*. L'ambassade de Chine est plus fortement citée qu'ailleurs (avec une augmentation de 250 %). Mais ce sont les absences qui sont les plus remarquables : les fameuses "cinq conditions" du G8 ne sont jamais mentionnées alors qu'elles dominent l'anti-corpus. Le thème des boucliers humains est absent. Draskovic, leader de l'opposition n'est jamais cité, etc.

through real drama, caused by NATO attacks on power grid throughout Serbia. Power supplying is extremely irregular and unstable. Hospitals are badly affected by this situation. [...] Water supplying in Serbia is also very irregular. Due to lack of electricity water plants don't work, and water pumps can't distribute water in high buildings [...] In addition, there is shortage of bread. Most of bakeries work on electricity. Civilian population is extremely affected by this situation. It is important to say that army has its own power supplying system and it's military potential is not affected at all by NATO attacks on power grid in Serbia [...] Explosive parts of cluster bombs could still be found and they represent great threat to population. NATO said that the bombing of the green market happened thanks to mistake, and that the target was the airport, so cluster bombs were used. Cluster bombs are used for destroying of manpower and Geneva Convention forbids them."

Si ce premier texte ne s'arrête pas spécialement sur le cas de l'ambassade, il exprime une désapprobation totale des choix tactiques opérés par l'OTAN puisque c'est la population qui est victime des bombardements¹⁵. La référence à la Convention de Genève est liée à l'usage de bombes à fragmentation (*cluster bombs*). Le 13 mai, *Free Serbia* prend appui sur l'ambassade de Chine pour signaler la reprise des attaques sur Belgrade, interrompues depuis la nuit du 7 au 8 mai. Ce qui signifie que l'OTAN a bel et bien modifié ses plans suite à son "erreur de tir", ce qui n'apparaît pas clairement dans la série de ses comptes-rendus officiels. On trouve, sur le site de *Free Serbia*, des références régulières à l'événement, qui sert de repère saillant face à l'océan de faits, même et surtout après l'arrêt des bombardements.

Le retournement des lanceurs d'alertes humanitaires

Amnesty International fait partie des organisations engagées de longue date sur le terrain au Kosovo. Le corpus anglais contient ainsi une longue série de messages d'alerte et d'appels en direction des autorités yougoslaves et des instances officielles internationales¹⁶. Avant le déclenchement des bombardements, les exactions sont essentiellement imputées au gouvernement serbe. Mais l'intervention occidentale produit des déclarations en sens inverse. Amnesty adresse un courrier à l'OTAN en date du 18 mai 1999 en relevant la contradiction entre la répétition des attaques contre des civils et le droit humanitaire :

15. *Free Serbia* est du côté serbe pendant les bombardements (défense du territoire national et injustice du sort réservé à la population civile) mais dès que le conflit armé est terminé, on voit remonter toutes les critiques du régime de Milosevic. Le site contient en exergue la mention : *Milosevic do not resign yet.*

16. Par exemple, le 16 Février 1997, Amnesty International "*calls for An End to Violence Against Political Detainees : The Yugoslav authorities should immediately provide the family of Nait Hasani, an ethnic Albanian, with any information they may have concerning his whereabouts.*"

"Amnesty International has written repeatedly to NATO to express concern as to whether earlier incidents may have been unlawful attacks. [...] Following each of these attacks, Amnesty International wrote to NATO Secretary General Javier Solana with specific questions about the adherence of NATO forces fundamental rules of humanitarian law."

C'est la répétition des incidents, mis en équivalence comme autant d'infractions au droit humanitaire, qui organise l'intervention, le cas de l'ambassade n'étant qu'un exemple parmi d'autres. Toutefois, de par la connexion qu'il opère entre un événement et une grande puissance – la Chine – l'événement a une plus longue durée de vie dans la mémoire collective.

L'ambassade de Chine comme point d'inflexion dans les commentaires publiés par Le Monde Diplomatique

Dans l'édition d'octobre 1999, on peut lire, sous la plume de Philipp S. Golub, de l'Institut d'études européennes, un article intitulé : "Washington et Pékin, une mutuelle méfiance". Commentant l'évolution des relations sino-américaine dans l'après-guerre froide, il note que *"depuis le bombardement de l'ambassade de Chine à Belgrade, suivi à Pékin par des manifestations virulentes - canalisées mais non entièrement contrôlées par le pouvoir -, on assiste à une montée des antagonismes."* L'événement est ainsi disponible pour marquer un point d'inflexion dans l'évolution de relations entre deux grandes puissances, ce qui tient au potentiel de délocalisation qu'il recèle :

"Jusqu'au bombardement de l'ambassade de Chine à Belgrade, le président Clinton avait su maintenir le cap de sa politique chinoise. Mais, selon des sources proches de l'administration, le vent tournerait : "L'espionnage chinois aux Etats-Unis et les images du drapeau américain brûlant sur la place Tiananmen ont fait naître un sentiment, largement partagé au sein de l'Etat, qu'il était temps de revoir [la] politique [américaine]".

L'attention aux marques temporelles des récits est centrale. On peut aller jusqu'à en faire les véritables passeurs entre micro et macro, entre l'expression de considérations actuelles et la prise en compte de transformations jugées plus profondes et durables.

C'est dans un tout autre dispositif que nous place Serge Halimi dans le texte publié en mars 2000 et intitulé "Médias et désinformation". Le cas de l'ambassade chinoise est absorbé dans la critique des résistances occidentales face aux accusations de "crimes de guerre" de la part des forces alliées. Il écrit :

"Mme Del Ponte a souligné elle-même que le tribunal avait des tâches plus urgentes que de poursuivre des dirigeants occidentaux qui ont été ses meilleurs soutiens. (...) Le rapport préliminaire se présente comme une analyse légale des

bases possibles de poursuite pour crimes de guerre des activités de l'OTAN comme le bombardement de centrales électriques et de ponts, installations civiles dont l'OTAN prétend qu'elles avaient une fonction militaire, [ainsi que] l'utilisation massive de munitions à fragmentation [...] Si Mme Del Ponte décide de n'entreprendre aucune action, le document sera classé pour les historiens "Affaire classée" [...] **Presque logiquement, le bombardement meurtrier de l'ambassade de Chine devint "une faute de frappe à Belgrade"** (Claude Imbert, LCI, 14 mai). Et l'on frôla la caricature quand, après l'assassinat prémédité de seize journalistes et employés à Belgrade, la télévision française dénonça en la télévision serbe "un formidable outil de propagande : les journaux télévisés sont une arme à la solde de Milosevic" (TF1, 23 avril)."

Ces arguments croisent la question de l'interprétation dominante de l'événement et celle du partage entre action militaire légitime et illégitime. Dans un texte publié le 1^{er} juillet 2000, "Faut-il juger l'OTAN ?", Avner Gidron et Claudio Cordone, du secrétariat international d'Amnesty International, écrivent :

"Dans un tel contexte, les risques de répercussions d'une attaque sur des civils sont d'autant plus grands et le besoin d'instituer des garde-fous plus efficaces pour les futures campagnes devient d'autant plus important. Durant l'opération Force alliée, Amnesty International a écrit à l'OTAN pour lui demander d'enquêter sur plusieurs attaques mentionnées dans cet article. Les officiels répondirent que des investigations internes avaient été menées. Toutefois, ils ajoutèrent qu'ils ne considéraient pas "utile" de divulguer leurs résultats ou de révéler des détails concernant les forces impliquées. Ils spécifièrent qu'aucune mesure pénale ou disciplinaire ne serait prise contre les personnes impliquées dans les attaques incriminées. Pourtant, la CIA a révélé par la suite, en avril 2000, que plusieurs de ses officiels avaient subi des mesures disciplinaires pour leur rôle dans la mauvaise identification de l'ambassade chinoise de Belgrade. [...] Et cela n'explique pas pourquoi les enquêtes similaires à celles menées sur le bombardement de l'ambassade chinoise ne furent pas menées sur d'autres cas, moins politiquement sensibles [...]. Le 13 juin, lors d'une démarche qui donne crédit à la transparence du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY), le bureau du procureur du TPIY, Mme Carla Del Ponte, a rendu public un rapport d'une commission interne sur la campagne de bombardements de l'OTAN. Le procureur accepta la conclusion du rapport - ne pas entreprendre d'investigations pénales contre l'OTAN - sur les bases suivantes : "Soit la loi n'est pas suffisamment claire, soit les enquêtes ont peu de chances d'aboutir à l'acquisition de preuves suffisantes pour justifier l'inculpation de personnalités de haut rang ou celle de personnes plus modestes, accusées d'être responsables de crimes particulièrement graves." [...] Créée en 1998, la Cour pénale internationale peine à naître. De nombreux Etats rechignent à ratifier ses statuts, quand ils ne s'y opposent pas comme les Etats-Unis, la Russie et la Chine. Pourtant, le Tribunal pénal international sur la Yougoslavie (TPIY) avait été présenté comme précurseur d'un ordre international plus juste."

L'événement est inséré dans le travail de construction collective d'une justice internationale : en effet, la critique porte moins sur la décision du Tribunal Pénal International de ne pas engager de pour-

suites que sur la nécessité d'examiner concrètement les faits, d'entendre les témoins des différents incidents. Ce texte fait, en outre, état d'une enquête sur l'affaire de l'ambassade de Chine et de sanctions prises en vertu de son caractère "politiquement sensible". Si l'on veut élucider l'affaire il nous faut donc prolonger l'enquête en retrouvant ces documents. Ce point est important pour la cohérence de notre démarche : d'un côté, ce n'est pas le chercheur qui décide de la composition des séries qu'il étudie puisqu'il prend appui sur les références explicites des acteurs ; mais, de l'autre, il choisit les pistes qu'il doit suivre pour clarifier certains points ou rendre plus intelligibles les arguments de tel ou tel protagoniste. De ce point de vue, le résultat d'une enquête pragmatique est toujours double : si l'on peut éclairer un certain nombre d'éléments, on doit reconnaître tout ce que l'on ne peut décrire ou interpréter, en explicitant les fils que l'on a suivis et ceux que l'on a délaissés. C'est là une énorme différence vis-à-vis du propos essayiste qui, même lorsqu'il s'autorise d'une expertise du domaine, passe sans solution de continuité d'interprétations cadrées à des interprétations sans fondement, sans que le lecteur ne puisse identifier les points de décrochage.

Pour prendre un point de vue plus synthétique, on peut dire qu'il y a deux grandes façons de traiter les événements qui marquent un conflit aux racines historiques profondes et aux conséquences indéterminées – puisque l'on n'en a jamais fini de remonter dans le passé pour y chercher des raisons ou des causes, et de se projeter dans le futur pour y pointer de nouvelles catastrophes ou des conséquences imprévues. Soit on considère chaque événement comme un fait réinterprété par les protagonistes dont les positions, les alliances, les intérêts sont déjà déterminés : alors l'événement n'est qu'un appui supplémentaire, une occasion à saisir ou à écarter et la machine argumentative en sort renforcée. Soit on admet que l'événement est créateur, faisant surgir de nouveaux acteurs, de nouvelles possibilités et contribue activement, même lorsqu'il y a accord sur sa factualité (personne n'a mis en doute le fait qu'un avion de l'OTAN ait tiré sur le bâtiment abritant l'ambassade de Chine à Belgrade), à la reconfiguration ou au déplacement des épreuves.

Dans le cas qui nous intéresse, on peut risquer cette hypothèse : l'événement crée une épreuve inattendue pour l'OTAN et les gouvernements occidentaux en ouvrant la voix à deux types d'arguments jusqu'alors écartés magistralement par les experts en communication : "l'état major de l'OTAN ne maîtrise pas la situation" ou "les militaires occidentaux sont manipulés par la CIA". De sorte que l'incertitude pouvait dès lors aller crescendo sur la justesse des moyens employés par les militaires pour résoudre le conflit du Kosovo. De ce point de vue, l'événement a fonctionné comme un signal d'alerte involontaire, en faisant surgir de manière tangible une limite, en modifiant le calcul des risques, et en poussant les alliés à accélérer le mouvement vers la production d'un accord de paix. Parmi les événements marquants qui

suivent l'ambassade de Chine, il faut compter une nouvelle "bavure" particulièrement sanglante, sur le village de Korisa (14 mai 1999), tuant plus d'une centaine de réfugiés. L'argument de l'OTAN, selon lequel le site abritait des pièces d'artillerie et que les réfugiés servaient de boucliers humains, est vite abandonné. Mais c'est surtout la mise en accusation de Milosevic par le Tribunal Pénal International (22 mai 1999) qui, en créant un précédent historique, puisqu'il s'agit de la première procédure de ce type contre un responsable politique élu, va marquer les dernières semaines de la guerre aérienne. De multiples commentateurs critiques se demandent pourquoi cette décision est venue si tard et il est clair pour eux qu'il s'agissait d'accroître encore la pression sur le gouvernement yougoslave, la durée du conflit et de la résistance yougoslave, ayant dépassé les prévisions des experts.

LES PRISES DE LA CRITIQUE EN RÉGIME DE GUERRE HUMANITAIRE

Le 25 octobre 1999 s'est tenue à Paris une conférence intitulée "Justice and War", particulièrement critique contre l'intervention militaire de l'OTAN dans les Balkans. Familiers des crises internationales, les orateurs agissaient en tant que spécialistes du droit international et/ou porte-parole d'organismes spécialisés dans le lancement de cris d'alarme et l'organisation d'actions au niveau mondial¹⁷. Ces prises de parole ont eu lieu plus de quatre mois après la fin des bombardements, la crise du Kosovo ayant alors quitté la scène médiatique, au profit du Timor oriental puis de la Tchétchénie. De quelles prises disposaient-ils pour critiquer l'intervention de l'Otan, sa légitimité, ses méthodes ? On peut relever dans les argumentaires trois grandes sources critiques :

- La première consiste à faire de l'intervention militaire, sous commandement américain, un cas d'ingérence supplémentaire qui fait suite à une longue série, et à mettre en doute les raisons "humanitaires" déployées publiquement. Cette figure de "critique radicale de l'impérialisme américain", est utilisée à l'état pur chez les activistes américains qui s'expriment sur le site Znet. Cette posture ne porte pas beaucoup d'intérêt aux événements en eux-mêmes qui ne font que renforcer les arguments déjà établis contre un "nouvel ordre mondial" déjà connu et déjà dénoncé.

17. Il s'agissait de Jan Oberg, directeur de la Transnational Foundation for Future and Peace Research (basée en Suède), du Professeur Raju George Thomas de la Marquette University in Wisconsin (USA), de Roland Weyl, parlant au nom de International Association of Democratic Jurists, Olivier Corten, professeur de droit international à l'Université Libre de Bruxelles, Christopher Black, juriste de Toronto, Domenico Gallo magistrat roumain, Zeljan Schuster, de l'université de New Haven, Annie Lacroix-Riz, historienne, Brian Becker du International Action Center basé à New York, Ramsey Clark, ancien Attorney General aux Etats-Unis, Diana Johnstone, journaliste américaine, Catherine Samary, économiste, et Barbara Delcourt, juriste spécialisé en droit international.

- L'invocation du rôle de l'ONU et des institutions européennes mises sur la touche par l'OTAN, des problèmes de souveraineté et de légalité, de l'absence de symétrie ou de neutralité privilégiant les membres de l'UCK dont les comportements étaient pourtant jugés dénonçables. Cette critique juridique de l'arbitraire dans les interventions internationales, évite à ses tenants la dénonciation d'"anti-américanisme primaire", puisqu'ils s'efforcent de faire de chaque épreuve une étape dans la construction d'un ordre international plus juste.

- La troisième figure vise surtout les procédés utilisés et les effets pervers de la stratégie de pilonnage intensif pendant plusieurs mois. Cette posture est particulièrement attentive aux conséquences : dommages collatéraux, pression accrue sur les populations civiles, du Kosovo et de Serbie, impacts sanitaires et environnementaux, fragilisation de l'opposition serbe, risque de déstabilisation des pays frontaliers comme l'Albanie ou la Macédoine. C'est une posture de vigilance et d'alerte qui domine. Cette figure peut se lier à la précédente – elles ne sont pas incompatibles – en se prolongeant sous la forme du procès, comme dans le cas de la plainte déposée en mai 1999 contre l'OTAN devant le Tribunal Pénal International¹⁸.

La polémique n'a pas cessé de faire rage, on le sait, dans l'espace public entre les défenseurs de l'intervention de l'OTAN, dont certains vont jusqu'à exiger une intervention terrestre et une aide directe des combattants de l'UCK, et les opposants à la guerre, réclamant un arrêt des frappes et parlant d'"autodétermination du Kosovo". Dans cette "guerre des intellectuels français" qui a opposé, notamment dans *Le Monde*, les membres du Comité Kosovo, liés à la revue *Esprit*, qui soutiennent les Kosovars et l'intervention occidentale (Bruckner, Henri-Lévy, Finkielkraut, Glucksmann, Mongin) et leurs adversaires, au nombre desquels Clair, Debray, Bourdieu, Samary, Vidal-Naquet, on retrouve une fracture analogue à celle qui s'était affirmée lors du mouvement de grève de décembre 1995.

La forme la plus radicale de critique consiste à montrer, comme l'ont fait les auteurs américains du site ZNET, et en particulier Noam Chomsky, que ce sont les bombardements de l'OTAN qui ont accéléré les flots massifs de réfugiés vers les pays frontaliers, construisant de toutes pièces la justification de l'intervention. La référence à la cause humanitaire est déconstruite comme un stratagème visant à anticiper la critique en plaçant le droit et la justice de son côté, et en produisant les preuves qui fondent la nécessité de l'intervention. Selon ces auteurs, en qualifiant le déplacement vers les frontières de centaines de milliers de réfugiés albanais de "nettoyage ethnique", ou plutôt, en exploitant l'absence de solution de continuité entre le "nettoyage ethnique" déjà

18. "Complaint charging NATO's political and military leaders and all responsible NATO personnel with grave breaches of the Geneva convention of 1949 and violations of the laws and customs of war" (Athènes, 3 mai 1999)..

en œuvre et l'augmentation massive du flux de personnes déplacées, on amène les "spectateurs" face à une configuration où les rôles de victimes, de persécuteurs, et de justiciers, sont déterminés et incontestables. Pour déconstruire cette "manipulation du droit humanitaire", il faut alors prendre appui sur une liste de précédents et remonter aux intérêts militaires, politiques et économiques des Etats-Unis qui ne se sont guère souciés du destin des civils dans d'autres crises récentes (cas de l'Irak). Mais il faut, du même coup, minimiser les exactions imputées aux forces militaires et paramilitaires serbes contre les civils. Autant dire que la critique doit surmonter de lourdes contraintes pour être acceptable par un large public. Un autre appui réside alors dans le soupçon sur la manière dont ont été menées les négociations qui, via Rambouillet, devaient mettre un terme au conflit entre l'armée serbe et l'armée de libération du Kosovo. De multiples auteurs révèlent d'importantes asymétries dans la rédaction des clauses de l'accord que devait signer le gouvernement yougoslave pour éviter l'intervention militaire : l'OTAN fait figure d'acteur principal de ce texte ; à y regarder de plus près, on constate qu'il n'intervient que dans les parties "annexes", qui imposent ouvertement sa présence militaire sur le territoire de la Yougoslavie. Cette partie du texte n'est pas ou peu rendue visible dans la période des négociations de Rambouillet¹⁹. Elle est dévoilée par les auteurs critiques au début de la campagne aérienne. Mais il reste encore à trouver un mobile, une raison sous-jacente qui rende compte de la mobilisation des forces de l'OTAN contre la Serbie. Elle consiste pour la plupart des critiques en ceci : les Etats-Unis avaient besoin de renforcer leur leadership sur l'OTAN dont l'existence, après la fin de la guerre froide et la déconfiture des régimes communistes, était sujette à caution. Or, coïncidence extraordinaire, disent-ils, 1999 est l'année du cinquantenaire de l'Alliance.

A cette première dénonciation frontale viennent se greffer des critiques latérales liées à la façon dont est menée la campagne et à la répétition des destructions ou des atteintes non spécifiquement militaires. Des protagonistes peuvent soutenir l'intervention dans son principe et condamner la multiplication des erreurs de tir et les destructions d'installations civiles entraînant des pertes humaines. Autrement dit, au cours de la campagne, l'OTAN, et les gouvernements occidentaux, ont couru le risque d'un revirement d'une partie de leurs "opinions" : peut-on légitimement tuer des civils, détruire des écoles, des hôpitaux et des centres vitaux d'activité au nom du droit humanitaire ?

Une autre critique radicale a concerné le statut de l'Armée de libération du Kosovo et la mise à l'écart de Ibrahim Rugova qui avait choisi la voie non-violente. Les critiques font valoir les liens de cette organisation para-militaire avec les réseaux de trafiquants de drogue et les mafias, et les comportements provocateurs qui ont émaillé la première

19. Protocole d'Accord de Rambouillet (24 février 1999).

phase du conflit serbo-kosovar. D'ailleurs, les organisations internationales dénonçaient non seulement les exactions serbes mais le recours au terrorisme par les résistants kosovars.

Les contre-arguments font valoir le précédent de la Bosnie et le reproche qui avait été fait alors de non-intervention. Puis la question du droit de veto de la Russie et de la Chine à l'ONU qui paralyse toute velléité d'intervention. Enfin, le caractère totalement archaïque et irrationnel de certaines factions nationalistes serbes qui refusent de ramener leur pays vers le jeu démocratique occidental. Il fallait donc frapper fort en poussant Milosevic non seulement au retrait du Kosovo mais au départ du gouvernement fédéral. Selon les défenseurs de l'intervention, les destructions et les pertes civiles infligées aux serbes étaient la contrepartie de l'exigence selon laquelle il fallait éviter des pertes du côté allié, pertes qui auraient inhibé les "opinions occidentales" et menacé le consensus. Par ailleurs la plupart des états-majors souhaitait éviter l'engagement de troupes terrestres, hypothèse qui a soulevé de nombreuses polémiques. Il fallait donc frapper à distance en assumant les risques d'erreurs. Jamie Shea ne cesse, dans ses déclarations du QG de Bruxelles, de renverser l'imputation des dommages collatéraux : Milosevic en portait seul la responsabilité. Ainsi, l'OTAN ne fait pas la guerre contre les serbes mais contre une personne. Par exemple on peut lire, en date du 13 avril 1999, parmi des centaines d'autres exemples : *"It is not a campaign against the Serb people, as we have said from the outset, it is directed specifically to cause President Milosevic to change his mind, to change his pattern of behaviour"*. La guerre n'est pas menée contre la population serbe et l'ennemi est formé par une poignée de personnes au pouvoir, dont on qualifie l'état d'esprit et le comportement. Ce qui affaiblit cette position, c'est naturellement l'effet de renforcement produit sur le régime de Belgrade par les conditions draconiennes vécues par les populations civiles serbes.

Quand on a du poids, il n'y a pas deux mesures

Revenons dans le corpus anglo-saxon. Michael Albert et ses compères, Noam Chomsky, Edward Herman ou Steve Shalom, prennent appui sur la série des précédentes interventions américaines et organisent leur critique à partir de la chaîne de dépendance liant les États-Unis, l'OTAN et l'ONU. Le schème critique sous-jacent est assez commun : la Maison Blanche a décidé l'intervention armée en fonction d'intérêts géopolitiques, l'OTAN l'a exécutée en mettant à contribution les alliés et en exploitant la situation pour tester les nouvelles candidatures (Bulgarie, Hongrie), et l'ONU a géré le retour de la paix, c'est-à-dire essentiellement les dégâts et les problèmes d'administration civile. Dans tous les corpus étudiés, ce sont les textes du site ZNET qui se réfèrent le plus souvent à des crises précédentes, avec notamment la guerre du Golfe, mais aussi le Vietnam ou les interventions en Amérique latine. Ainsi Albert et Shalom dans un texte daté du 31 mars 1999, consacré

aux sources du conflit au Kosovo, font référence tour à tour aux pays suivants : Afrique du Sud, Irlande du Nord, Nicaragua, Haïti, Guatemala, Pakistan, Palestine, Cambodge, Indonésie, Rwanda, Chine, Turquie, Iraq. Il s'agit de montrer que l'intérêt des Etats-Unis pour la cause des Kosovars est relativement tardif et relève de calculs sur l'avenir de l'OTAN. On retrouve ici le même style de raisonnement que celui que l'on a vu à l'œuvre à propos de l'ambassade de Chine : tout ce qu'entreprennent les Etats-Unis ne peut être compris qu'à partir de l'espace de calcul dans lequel se décident les interventions. L'épreuve majeure pour la critique radicale, on l'a vu, est de lever la contrainte liée à la justification humanitaire de l'intervention ; il ne s'agit que de calcul d'intérêts militaires, géopolitiques et économiques et rien d'autre. De fait, en elle-même l'intervention militaire est illégitime. Toutefois, pour échapper à la caricature, il faut ramener l'argument vers le cœur des dispositifs, en situant le problème dans l'organisation des négociations de Rambouillet, qu'il s'agit de démonter comme une mise en scène contrôlée par l'OTAN : les Etats-Unis entendent éviter que l'ONU et le droit international puisse sortir grandis de la crise et octroyer un rôle à la Russie et à la Chine. Une fois posé ce schéma, transférable peu ou prou sur toutes sortes de tensions internationales, puisqu'il repose sur l'asymétrie de prises permettant aux Etats-Unis de jouer à la fois à l'intérieur des règles imposées par les institutions internationales, et en dehors, les auteurs entendent montrer comment le "passage à l'action" a considérablement aggravé la situation sur le terrain, le remède s'avérant bien pire que le mal :

The NATO bombing then provoked a horrific outburst of ethnic cleansing by Serbian forces as hundreds of thousands of Albanian Kosovars were driven from their homes. Because all reporters and international observers had left Kosovo, we do not know the human toll of Serb actions, but it surely considerably exceeds the toll for the previous year, during which some 2, 000 ethnic Albanian civilians had been killed and about 250, 000 ethnic Albanians had become refugees, most of them within Kosovo. [...] Many U. S. officials have acknowledged that they thought the bombing might well lead to a paroxysm of violence from Milosevic and that air power, the NATO tool of choice, could do nothing to stop that violence in the short run. Within Yugoslavia the population has rallied to its leader, Milosevic. The democratic opposition, previously challenging Milosevic, now appears to be either dismantled, jailed, or, most chillingly, supporting him. [...] These results were predictable.

L'argument de la maîtrise procédurale et technologique de l'acte de guerre qui caractérise, au moins depuis la guerre du Golfe, les interventions occidentales, est ainsi très facile à retourner : qui dit maîtrise dit prévision et anticipation. Du même coup, les dommages inattendus et inacceptables sont constitutifs d'un plan d'ensemble ou, plus exactement, de l'acceptation d'une logique implacable. Pour les commentateurs anti-guerre, les alliés ont cru un moment aux "frappes chirurgicales" mais ont dû intensifier leur campagne, et, de fait, se sont

trouvés pris au piège de leur propre escalade, engendrant des effets pervers en cascade.

La critique radicale n'est, bien sûr, pas exempte de réflexivité. Car les polémiques obligent à contrer les arguments adverses les plus radicalement destructeurs vis-à-vis du schème critique défendu par Albert et ses collègues : ne s'agit-il pas d'une posture critique inchangée et systématique, d'une machine argumentative tournant toute seule sans tenir compte des faits ? Il faut donc retourner cette réduction, constitutive d'une fracture de la gauche américaine. Une des causes de cette fracture est par ailleurs la construction médiatique des Kosovars comme nouvelles victimes des dérapages nationalistes, avec cette idée que, pour la première fois, on peut intervenir avant qu'il ne soit trop tard. Il reste que l'opposition de gauche aux bombardements doit être clairement distinguée de l'opposition de droite :

"The right opposes peacekeeping operations ("the United States needs to husband its resources for great exertions, not dissipate them in a thousand stagnant fens" [Charles Krauthammer]). And where left critics of the bombing argue that it will not achieve - and will in fact exacerbate - any humanitarian objectives, the right is about as concerned about the suffering in Kosovo as it is about the suffering in America's cities."

C'est un schème critique relativement général que l'on trouve engagé dans cette description de ce qui oppose droite et gauche : avant de se lancer dans des opérations risquées de maintien de la paix ou de défense du droit humanitaire, un pays ne doit-il pas d'abord œuvrer contre ses propres troubles ? Dans cette construction, serait de gauche celui qui irait intervenir le plus loin possible, au nom d'impératifs humanitaires et pacifiques, en vertu précisément de son détachement relatif vis-à-vis des intérêts des belligérants, et de droite, celui qui exigerait d'abord des solutions aux problèmes internes.

Sur la question plus générale du statut du droit international, Albert convoque très logiquement la théorie de l'agression et de la légitime défense, seule capable de fonder une intervention armée non autorisée par le conseil de sécurité de l'ONU :

"What is the role of law in international relations and in this crisis ? Where is the UN in all this ? U. S. officials frequently proclaim their adherence to international law, except when they don't want to. So, Washington ignored a ruling by the World Court on Nicaragua, vetoed a Security Council resolution calling on all states to obey international law, and more generally acts unilaterally whenever it feels like. The same pattern pertains in this case, too. The Charter of the United Nations [...] prohibits the use or threat of force against other nations except in self-defense to an armed attack or if authorized by the UN Security Council. When the United States can bring along the Security Council it is delighted to do so (for example, during the 1991 war against Iraq), even if it takes blatant bribery to pressure other states to assent. [...] Article 53 of the UN Charter states that "no enforce-

ment action shall be taken under regional arrangements or by regional agencies without the authorization of the Security Council." So in the case of Kosovo, the U. S. and NATO, confronting a problem, turned not to the UN but to the Pentagon."

La question de la violation de la souveraineté d'un Etat est bien sûr au coeur du problème. Pour la trancher il faut donner un statut définitif et indiscutable au tracé des frontières. Ainsi, la construction critique radicale porte à valider le tracé des frontières : en acceptant le viol de la souveraineté nationale, on donne "carte blanche" aux Etats-Unis pour intervenir selon leurs propres intérêts. Pour contrer cette propension Michael Albert en appelle à un "véritable contrôle démocratique" sur l'application du droit humanitaire qui suppose d'autres instances que les organisations officielles de l'ONU, marquées par de fortes asymétries, et, fondamentalement une "auto-détermination" des peuples.

"Donner une chance à la guerre"

Le texte que l'on va examiner est publié lors de l'été 1999, après l'arrêt des frappes de l'OTAN (Luttwak, 1999), mais il pose des arguments parfaitement symétriques, et d'un radicalisme extrême. On y lit par exemple : *"Trop de guerres aujourd'hui deviennent des conflits endémiques sans fin, car les effets d'une victoire décisive ou de l'épuisement sont bloqués par des interventions extérieures"*. L'auteur, spécialiste international, associé au Centre d'études internationales et stratégiques, entend défendre la fonction, "terrible mais efficace", de toute "vraie guerre" : permettre de dégager un vainqueur et un vaincu et de construire sur cette base une paix durable. Il faut donc, selon lui, éviter toute ingérence molle, visant à protéger les populations sur place, par la construction de camps de réfugiés qui produisent des effets pervers en cascade (comme dans le conflit israélo-arabe ou le Rwanda) : il faut s'abstenir d'intervenir pour permettre à la confrontation d'avoir lieu jusqu'au bout, ou bien s'allier au plus fort pour en terminer au plus vite. Une telle position conduit l'auteur à critiquer la plupart des interventions onusiennes depuis l'après-deuxième guerre mondiale, et notamment à Sarajevo, et de mener une charge contre les ONG : *"parfois, les ONG, dont l'impartialité frôle la faute, viennent même en aide aux deux parties adverses, les empêchant de s'exténuer mutuellement et d'aboutir enfin à un compromis."* Dans cet argumentaire, la campagne de l'OTAN sur la Yougoslavie est critiquable, non point pour sa trop grande force, mais au contraire pour sa mollesse : *"Tout d'abord, par rapport à tout le battage médiatique fait autour de cette 'opération massive', seuls quelques rares bombardements aériens ont réellement eu lieu au cours des premières semaines"*. En gros, les alliés ont fait la guerre sans la faire réellement pour éviter toute perte, au nom d'un impératif de sécurité totale : *"dans le calcul des démocraties de l'OTAN, la possibilité immédiate de sauver des milliers d'Albanais du massacre et des centaines de milliers de la déportation, ne faisait visiblement pas le poids face aux vies de quelques pilotes. [...] On peut, à juste titre, se demander si les Kosovars ne s'en seraient pas mieux sortis si l'OTAN ne s'en était pas mêlée."*

Cette revendication d'une logique guerrière dotée de sa propre rationalité est fondée sur l'idée que les rapports de forces ne doivent pas être recouverts d'un voile de légitimité qui en interdit l'expression ultime. Dès lors que l'on entre dans une logique guerrière, il faut faire fi de toute barrière politique ou humanitaire jusqu'à ce que le conflit se soit en quelque sorte vidé "naturellement". Ce malthusianisme guerrier n'est pas sans évoquer certains arguments de la morale populaire – qui est évidemment beaucoup moins radicale, et bien plus ambivalente : "laissons les s'entretuer, on verra bien après ce qu'on pourra faire." Ou, sur l'autre versant de l'argument du sieur Luttwak, "si nous y allons, il faut y aller jusqu'au bout, et ne pas laisser Milosevic au pouvoir comme on a laissé Saddam Hussein". De tels arguments font oublier toute contrainte morale et juridique à validité internationale, considérant que le règlement du conflit relève d'un pur rapport de forces. Ce faisant, ils traitent les personnes, constituées en victimes par la cause humanitaire, comme des pions sur un échiquier. Or, précisément, la complexité de ce type de situation vient de l'écart souvent flagrant entre les revendications et les actes des porte-parole ou des groupes politiquement constitués – comme l'UCK – et les populations civiles. L'idée humanitaire, ici accusée de semer la pagaille et d'entériner des situations de crise, apparaît a contrario fondée sur la pluralité des modes d'existence et une exigence de séparation des guerriers et des autres – sans cette séparation, il est d'ailleurs impossible de construire des crimes contre l'humanité.

Arguments historiques, identités ethniques et territoires

On peut terminer par le point de vue de Diana Johnstone. Dans son texte intitulé, "Notes on the Kosovo Problem and the International Community I", elle nous montre sous un autre angle la question des rapports entre force et légitimité : celle du type d'anthropologie ou de sociologie qui sous-tend l'existence des "communautés" en jeu : "vous êtes Albanais du Kosovo ou vous êtes Serbe, vous n'avez pas le choix". Plusieurs auteurs soulignent le paradoxe d'une intervention internationale à but humanitaire qui, d'un côté en appelle à des principes universels, supposant une équivalence et donc une indifférence foncière vis-à-vis des races et des nationalités, de l'autre consolide les "identités" – le terme étant à la fois considéré comme un concept explicatif et comme une réalité historique – et appelle de tous ses vœux une coexistence pacifique de nature pluriethnique²⁰. Pour Diana Johnstone, il s'agit d'abord de déconstruire l'argument selon lequel la Serbie a repris le Kosovo de manière autoritaire et de montrer que c'était la seule solution pour entamer un cycle de réformes économiques. Selon elle, les Albanais sont parvenus à faire passer la représentation inverse des évé-

20. Au moment où l'on écrit ces lignes, le bilan est encore très mitigé et controversé sur l'avancée vers un Kosovo pacifié et pluri-ethnique, beaucoup d'observateurs se montrant "très pessimistes", même après la chute de Milosevic et le retour de la Serbie dans le jeu international.

nements et à accréditer une répression basée sur une volonté de nettoyage ethnique²¹. Il s'agit donc, à nouveau, d'une critique radicale des topoï qui fondent l'intervention occidentale. Sans développer ici tous les arguments de l'auteur, on peut noter celui-ci qui dévoile une véritable "auto-production" de l'apartheid qui va servir de point d'appui à la dénonciation de la répression serbe sur la scène internationale :

"Instead, boycotting participation in the institutions and political life of the Serbian State has led the ethnic Albanian population into a sort of internal secession, denounced to foreign sympathizers by those who have instituted it as 'apartheid'. Meanwhile, the successful boycott of the Serbian schools has produced a generation of ethnic Albanians whose educated members speak English better than Serbian and are thus much better prepared to win international support than to communicate with Serbian neighbors. The Serbian government, in contrast, has had no visible strategy other than to keep the international community at bay by insisting that the Kosovo problem is an 'internal affair'."

Ainsi, il n'y aurait pas eu de véritable stratégie serbe vis-à-vis du Kosovo. Une telle posture vise à définaliser complètement le processus et à chercher ailleurs les causes du conflit. Johnstone remonte donc à l'origine de la revendication du territoire du Kosovo par les Albanais. Naturellement de multiples auteurs, et la plupart des médias, ont opéré cette reconstitution sous des formes diverses, mais ce qui est intéressant ici c'est le contraste vis-à-vis de ce qui apparaît ailleurs comme une cause parfaitement justifiée et reconnue internationalement. Les thèmes de l'Illyrie et des Illyriens sont rarement mis en avant dans les corpus étudiés²². Il est clair qu'une telle accroche reviendrait à faire table rase de dizaines de siècles d'histoire et serait difficilement compatible avec l'état du droit international – ou plus exactement pourrait inspirer des milliers de revendications du même type. On touche ici très directement au thème du recours à l'histoire et du rôle des controverses historiques dans la construction des revendications liées aux territoires. Les occidentaux font montre d'une claire ambivalence sur ce point : prêts à intervenir dans le débat pour le trancher par la controverse intellectuelle ; soucieux de mettre à distance ce type de référence au passé au nom d'une orientation commune vers un monde fondé sur les droits de l'homme. Mais, s'agissant d'élucider un conflit conçu comme "identitaire", la référence à l'histoire paraît incontournable. Pourtant, elle ne va pas de soi puisqu'elle entre en tension avec l'option universaliste qui rejette la quête de racines identitaires dans une forme "romantique". Qu'il s'agisse d'examiner les revendications territoriales, les références religieuses, ethniques ou culturelles, ou les fractures léguées par les

21. On trouve bien sûr une version radicalement opposée dans Garapon & Mongin (1999).

22. Le seul texte qui met en scène les Illyriens est celui du Dr Aleksander Stipevic (1er juillet 1989), intitulé : "The Question of Illyrian-Albanian Continuity and its Political Topicality Today". Le thème Illyrien n'est cité que par trois auteurs dans la série anglaise : Stipevic, Johnstone et la presse kosovar.

conflits entre grandes puissances (ici les empires Ottoman et austro-hongrois), la remontée dans le passé lointain ne peut se déprendre aisément des querelles idéologiques. D'un point de vue pragmatique, on ne peut que constater l'existence de régimes fort contrastés de référence à l'histoire : certains auteurs remontent loin dans le passé, d'autres prennent surtout appui sur les transformations amorcées avec la fin du régime de Tito et "le ratage de la sortie du communisme yougoslave", d'autres encore renvoient les références historiques à l'idéologie et mettent l'accent sur les ouvertures d'avenir, d'autres enfin voient dans cette crise les prodromes d'une apocalypse d'un genre nouveau (Ramonet, 1997). Prise dans le jeu des polémiques, la référence à une histoire longue peut conduire les protagonistes à une perte de prise sur les transformations en cours, au profit d'une réification de groupes et de territoires ou de l'écriture d'une histoire hors de portée des acteurs.

*

**

POUR UNE PRAGMATIQUE DES TRANSFORMATIONS

Dès lors que l'on refuse d'adopter une position réductionniste, comme c'est souvent le cas lorsque le récit est centré sur une dénonciation de l'intervention de l'OTAN ou une dénonciation de cette dénonciation, il y a trois grandes postures. La première consiste à se placer délibérément en amont du conflit et de son traitement médiatique pour retracer sa genèse, examiner des actes et des prises de parole qui n'ont pas donné lieu à une reprise générale et qui pourtant annonçaient les épreuves à venir. De ce point de vue, une entrée pertinente est celle des cris d'alarme lancés par de multiples protagonistes, notamment des membres d'organisations non-gouvernementales ou des observateurs internationaux. La seconde posture consiste à regarder la manière dont sont reliés, dans le feu de l'action et depuis chaque position, la référence à des faits, le déploiement de la configuration globale du conflit, de ses acteurs et de ses enjeux, et le type de principe de justice ou de légitimité invoqué. Cette posture suppose de s'arrêter à chaque fois sur les événements, et de ne pas constamment se déplacer dans le temps en faisant valoir sa propre connaissance de l'histoire, afin d'être au plus près de ce que les protagonistes font, disent, s'abstiennent de faire et de dire. Enfin, une troisième posture consiste à regarder comment, dans l'après-conflit, en l'occurrence à partir de l'entrée des troupes de la KFOR au Kosovo, le conflit est reconstruit, revisité, les faits rétablis ou relativisés, les jugements retournés ou consolidés.

On ne peut dissocier des prises de parole ou des actes des configurations dans lesquelles ils ont été produits de la série des épreuves dans laquelle ils prenaient tout leur sens. Dans une phase d'alerte, d'observation ou d'anticipation, ce qui compte, pour les acteurs, c'est d'éviter

que le pire n'ait lieu et d'en appeler à des instances dotées de puissances d'action et capables d'engager des dispositifs permettant l'accord et la pacification. Dans le traitement actuel de l'événement, les protagonistes doivent gérer sa relation aux conditions passées – ce qu'il introduit de nouveau, ce qu'il confirme, infléchit, remet en cause – et dégager ses conséquences – ce qui se traduit généralement par des marques de prudence et l'usage du conditionnel. Enfin, dans le jugement *ex post*, ils peuvent redéployer l'ensemble des traces, entendre tous les témoins nécessaires, faire tomber sous le coup d'arguments critiques des instances contre lesquelles on ne pouvait élever la voix faute de recul et de prise suffisante.

Dans l'après-coup, la figure du dévoilement est naturellement en position de force : les choses ne se sont pas passées comme on nous l'a dit ou comme on a bien voulu le croire. C'est notamment l'objet du petit ouvrage critique publié par Halimi & Vidal (2000). Il s'agit pour les auteurs de démontrer le mensonge communicationnel orchestré par les dirigeants de l'OTAN, sous la coupe du gouvernement américain, et destiné à faire passer l'idée d'une guerre juste, étayée par l'exhibition continue de victimes, permettant d'obtenir "l'adhésion des opinions occidentales" émues par les images : *"sous couvert de défense de la 'démocratie', des 'droits de l'homme', de la 'communauté internationale', l'OTAN ressemble désormais à une police planétaire de la mondialisation et de la souveraineté limitée. Depuis la disparition de son challenger communiste, le système rêvait de disposer d'un bras armé lui permettant de pérenniser la nouvelle mission civilisatrice de l'Occident."* (p. 13-14).

Il est possible que l'OTAN ait entrepris de légitimer sa position de "bras armé" de la civilisation occidentale accrochée aux valeurs démocratiques, aux droits de l'homme et au développement économique de type libéral. Toutefois, en organisant l'ensemble des faits et des interprétations à partir d'une telle figure téléologique, on laisse de côté bien des incertitudes, des balancements et des alternatives. C'est notamment pour montrer qu'il n'est pas si facile d'inférer des séries de textes une intention globale basée sur un rapport de forces préétabli, que l'on s'est intéressé au cas du bombardement "accidentel" de l'ambassade de Chine. Si l'on reprend nos trois figures (alerte et anticipation / traitement de l'information au fil des événements / reconstruction du conflit), le bombardement de l'ambassade de Chine peut être recodé ainsi : 1/ il fallait s'attendre à des "bavures" (la formule des "dommages collatéraux" a connu un certain succès dans ce conflit même si elle lui préexistait), d'aucuns les avaient annoncées, en voici un bel exemple ; 2/ Cet événement introduit une rupture dans la série des événements liés aux bombardements et transforme, au moins potentiellement, le jeu des opinions favorables et défavorables à l'intervention aérienne ; 3/ la reconstruction de cet événement se heurte aux secrets militaires et au flou qui peut entourer les processus de prise de décision : s'agit-il réellement d'une erreur, d'une attaque délibérée pour

tester les alliés de Milosevic, ou encore d'un double-jeu subtilement élaboré (simulation d'une erreur) ? Si l'on, adopte l'hypothèse de l'erreur, on voit bien qu'il y a encore plusieurs possibilités : l'erreur est complètement locale et pour ainsi dire circonstancielle ; elle était intégrée bien en amont dans le dispositif et était passée inaperçue (l'argument des mauvaises cartes) ; il s'agit d'une sorte d'"acte manqué" lié à des désaccords antérieurs lors de la détermination des objectifs stratégiques. Bref, ce que la téléologie – ou son contraire, la relativisation par la logique du risque (99,5 % de cibles atteintes et 0,5% de ratage, c'est de mémoire de stratège militaire, un record) – interdit de penser et d'analyser, ce sont les incertitudes et leurs modes de traitement.

Quelles sont les conditions que doit réunir une démarche pragmatique en sociologie pour appréhender des dossiers à temporalité longue ? Le suivi de la crise du Kosovo montre que la cohabitation de l'aspect pragmatique et de l'aspect transformationnel suppose essentiellement deux choses :

- en premier lieu une attention soutenue aux modalités temporelles utilisées par les protagonistes, sous toutes leurs formes ("il y a déjà longtemps que", "bientôt", "dans plusieurs années", "depuis quelques jours", "à partir de la date du", "désormais"), qui marquent le fait que chaque épreuve pointe vers une série passée et vers une série à venir dont elle modalise les relations ;

- en second lieu, suivre la dynamique des dossiers suppose de rassembler des séries discursives qui ne sont pas toujours rapprochées explicitement par les protagonistes eux-mêmes. Elle forment le "stock" des évidences partagées, et décrivent des configurations auxquelles se réfèrent tacitement les actes et les énoncés. La description de ces configurations est nécessaire à l'intelligibilité de ce qui est engagé ou non dans chaque nouvelle épreuve ou nouvel événement. En opérant leur reconstruction, le chercheur ne bascule pas dans une figure du dévoilement, bien au contraire : il explore les séries sur lesquelles s'appuient les différents acteurs pour élaborer leurs descriptions et leurs jugements.

Si l'on reprend les termes du débat qui a animé les historiens au milieu des années 90, notre approche est-elle du côté de la micro-histoire ? M. Gribaudi (1996) caractérise la micro-analyse, par opposition à l'approche macro historique, comme l'hypothèse d'"un procès historique qui se déploie à travers des dynamiques mettant en jeu des configurations sociales complexes et qui sont non linéaires, et, à chaque moment, imprévisibles". Selon lui, "si un procès évolue de manière non prévisible, cela signifie que les facteurs qui ont favorisé la concrétisation d'une issue plutôt que d'une autre sont contextuels ; ils sont liés à la spécificité de choix et de dynamiques qui se sont actualisés dans un moment et dans un lieu particuliers." Or, si nous reconnaissons bien l'incertitude, notre notion d'épreuve ne peut se réduire à un ensemble de propriétés contextuelles : une épreuve met en rapport une épreuve passée et une épreu-

ve future, une configuration globale pointée par les protagonistes eux-mêmes et des dispositifs qui ne sont pas complètement redéfinis par les événements. Notre approche se sépare des différentes positions prises sur les "jeux d'échelles" en ce que ce sont nos acteurs qui déterminent les niveaux pertinents d'action et de jugement et qui élaborent les voies de passage entre passé, présent et avenir. Il s'agit de regarder comment chaque épreuve intervient dans les transformations d'un dossier ou d'une affaire en s'intéressant au type de durées ou de temporalités dans lesquelles se situent les acteurs. Quel est le temps que se donnent les acteurs et quel est le temps qui leur est offert ? En reliant l'étude des marqueurs temporels et la confrontation des séries d'événements qui jalonnent les transformations d'un dossier, le chercheur peut continuer à examiner pragmatiquement les ressources et les contraintes des acteurs sans basculer dans une logique objectiviste qui consisterait à reconstruire entièrement le dossier à leur place.

CORPUS ÉTUDIÉS

Corpus anglais (1987-1999)

Ce corpus est particulièrement dense et hétérogène. Pour la période des bombardements nous avons rassemblé la totalité des textes pour les séries dominantes (NATO, The Times, Znet, Serbian Ministry of Information, etc.), ce qui n'est pas le cas pour les périodes antérieures et pour les périodes suivantes. Le traitement informatique de ce corpus de 1979 documents est relativement rapide, ce qui permet des recherches et des vérifications continues.

Corpus du journal *Le Monde*

Ce corpus est, contrairement au précédent, parfaitement homogène, et totalement exhaustif. Le nombre de textes de l'année 1999 étant très élevé (3535 textes), on a réuni séparément le corpus des années 1987 à 1998 qui contient 1340 articles. On dispose donc au total de 4875 articles. On a pris soin d'identifier les textes signés par des auteurs extérieurs au journal. Avant 1999, on ne compte que 26 auteurs extérieurs à la rédaction du journal, parmi lesquels Ismael Kadaré, Paul Garde, Pierre Hassner, Alain Finkielkraut, Pascal Bruckner... Le nombre d'auteurs extérieurs à la rédaction du journal *Le Monde* est beaucoup plus important en 1999 : 235 personnes s'expriment dans le journal à propos de la crise, avec une forte concentration bien sûr dans la période des bombardements. Parmi les premiers auteurs en nombre de pages cumulées, on trouve : Ismael Kadaré, Alain Joxe, Bernard-Henry Lévy, Michel Debray, Marc Vernet, Brzezinski, François Heisbourg, Nathalie Duclos.

Corpus du *Monde diplomatique* (1989-2000)

De taille beaucoup plus réduite que les précédents, ce corpus de 68 textes et de 338 pages, joue le même rôle, pour les séries françaises, que les textes du site ZNET pour les séries anglaises. Il s'agit en effet de textes critiques – dont certains sont des traductions de textes américains. Parmi les auteurs les plus fréquents de ce corpus, on peut noter : Dérens, Samary, Hofnung, Chiclet, Halimi, Ramonet, Chomsky, Di Francesco, Bougarel.

On a utilisé le logiciel Prospéro (© Doxa 1995-2000) pour comparer les corpus, construire des périodes adéquates, suivre le développement des thèmes sur les différents supports, étudier les variations dans les formes de désignation et de qualification, caractériser les configurations dans lesquels ils sont déployés, extraire des figures argumentatives, et notamment les agencements critiques analysés dans l'article. On n'a pas jugé utile de présenter ici des tableaux ni d'entrer dans les aspects strictement méthodologiques²³.

23. Les corpus sur le Kosovo sont destinés à de multiples explorations et analyses ultérieures et sont consultables à l'EHESS, au 131 bd Saint-Michel, 75005 Paris.

RÉFÉRENCES

- Boltanski, L. (1990) *L'Amour et la Justice comme compétences*, Paris, Métailié.
- Boltanski, L. (1993) *La Souffrance à distance*, Paris, Métailié.
- Chateauraynaud, F. & Tornay, D. (1999) *Les Sombres précurseurs. Une sociologie pragmatique de l'alerte et du risque*, Paris, Editions de l'EHESS.
- Davidson, D. (1993) *Actions et événements*, Paris, PUF.
- Dewerpe, A. (1994) *Espion. Une anthropologie historique du secret d'Etat contemporain*, Paris, Gallimard.
- Duval, R. (1990) *Temps et vigilance*, Paris, Vrin.
- Garapon, A. & Mongin, O. (1999) *Kosovo. Un drame annoncé*, Paris, Michalon.
- Gribaudo, M. (1996) Echelle, pertinence, configuration, in J. Revel ed. *Jeux d'échelles. La micro-analyse à l'expérience*, Paris, Hautes Etudes-Gallimard-Le Seuil : 120.
- Halimi, S. & Vidal, D. (2000) *L'opinion, ça se travaille... Les médias, l'OTAN et la guerre du Kosovo*, Marseille, Agone.
- Jullien, F. (1996) *Fonder la morale*, Paris, Grasset.
- Jullien, F. (1997) *Traité de l'efficacité*, Paris, Grasset.
- Krieg, A. (2000) *Emergence et emplois de la formule "purification ethnique" dans la presse française (1980-1994). Une analyse de discours*, thèse de doctorat, Université de Paris XIII.
- Luttwak, E. N. (1999) Donnons une chance à la guerre ! (Give War a Chance), *Foreign affairs* 78 (4) : 36-44.
- Ramonet, I. (1997) *Géopolitique du chaos*, Paris, Galilée.
- Roux, M. (1999) *Le Kosovo. Dix clés pour comprendre*, Paris, La Découverte.
- Trom, D. (1997) Se référer au passé, *Politix* 39.
- Walzer, M. (1999) *Guerres justes et injustes*, trad. Paris, Belin.

